



Deux candidates, dix thématiques, un programme

Ce que nous voulons pour notre canton

Une politique familiale et d'égalité moderne

À compétences égales, les femmes gagnent 18% de moins en moyenne que les hommes. Le travail d'éducation effectué pour leurs enfants et de care auprès des proches ne sont pas reconnus. Les crèches et garderies manquent ou sont trop chères. Les pères ne peuvent pas participer activement au début de vie de leurs enfants car il n'existe pas de congé paternité. Le parcours de vie des femmes pénalise leur prévoyance vieillesse. L'égalité entre femmes et hommes n'est plus négociable et elle doit s'appliquer dans tous les domaines. Les femmes doivent accéder aux postes à responsabilité aussi facilement que les hommes, la structure de la société doit en cela les accompagner.

Nous proposons de :

- Renforcer la loi sur l'égalité pour sanctionner les discriminations et améliorer la transparence sur les échelles salariales.
- Augmenter le fond pour encourager la construction de structures d'accueil de jour des enfants.
- Créer un congé parental digne de ce nom et valoriser le job-sharing pour les hommes comme pour les femmes, y compris pour les postes à responsabilité.
- De réformer le 2^{ème} pilier afin qu'il ne prétende plus les femmes ou les bas salaires.

Une politique climatique ambitieuse

Nous avons déjà expérimenté dans notre canton les événements climatiques extrêmes liés à la crise climatique. Il nous reste quelques années seulement pour prendre les mesures nécessaires pour contenir le réchauffement climatique en dessous de 1,5 degrés. A Lausanne, les importantes manifestations pour le climat ont montré que les Vaudois-es sont prêt-e-s à s'engager. La loi sur le CO2 doit permettre d'atteindre la neutralité carbone au plus tard en 2050, comme l'exige l'Accord de Paris, idéalement bien avant. Elle doit contenir des mesures efficaces dans tous les domaines, y compris l'aviation et la finance.

Nous proposons de :

- Prolonger et renforcer le programme d'assainissement énergétique des bâtiments, en s'assurant qu'il contribue à fournir des logements de qualité, tout en restant abordables.
- Favoriser l'autopartage et la transition vers l'électromobilité, afin de la rendre plus accessible (en complément de la promotion de la mobilité douce et des transports publics), réintroduire les trains de nuit et rendre le rail plus concurrentiel face à l'aviation.
- Augmenter massivement la production d'énergies renouvelables et en particulier du solaire, via des mesures de soutien ambitieuses, ce qui permettra aussi une fermeture rapide et sûre de nos centrales nucléaires.
- Créer une banque d'investissement pour le climat, fixer des objectifs crédibles et contraignants de réduction des émissions de CO2 pour le secteur financier, instaurer la transparence sur l'impact des investissements et encourager la finance durable.



Un marché du travail inclusif

Le marché du travail traverse de grandes révolutions avec l'avènement de la numérisation et il s'en trouve fortement impacté. Si les personnes sans emploi de plus de 50 ans ont beaucoup de peine à retrouver un emploi, la moitié des plus de 58 ans n'en retrouvent pas après deux ans. Certains secteurs n'offrent pas aux salarié-e-s un revenu leur permettant de joindre les deux bouts à la fin du mois. Cette précarité engendre un mal-être au travail qui guette toujours plus de personnes. Le marché du travail doit être inclusif et permettre à chacune et chacun de vivre dignement. Les bénéfices doivent être plus équitablement répartis afin de lutter contre les bas salaires.

Nous proposons de :

- Garantir un droit aux formations continues pour tous les salarié-e-s, les développer de manière importante, tout en garantissant les salaires.
- Redistribuer plus fortement les gains de la numérisation en baissant le temps de travail sans toucher aux salaires.
- Lutter contre le dumping salarial en renforçant les conventions collectives de travail.
- Reconnaître le burn out comme maladie professionnelle.

Des logements attractifs et abordables

Près de 60% des habitant-e-s en Suisse sont des locataires, taux le plus élevé d'Europe. Or, ces dernières et ces derniers ont très peu de pouvoir. Les prix des loyers sont très élevés et entraînent une vraie difficulté pour les classes moyennes et précarisées à se loger. La charge financière du logement grève le budget de nombreuses personnes de manière conséquente et disproportionnée. Les deux enjeux majeurs de la problématique du logement sont la baisse de prix des loyers et l'attribution de plus de pouvoir aux locataires.

Nous proposons de :

- Développer les coopératives où les loyers sont 15 à 20 % moins chers que ceux du marché.
- Favoriser, via les coopératives, les éco-quartiers et les logements privilégiant la mixité sociale, l'intergénérationnel et le mieux vivre ensemble.
- Instaurer plus de transparence dans les fiches de loyers entre les transitions de locataires, comme le fait le canton de Vaud.
- Octroyer le droit de préemption aux collectivités publiques, comme dans le canton de Vaud.

L'accès à la santé pour toutes et tous

Pour beaucoup de ménages, les primes d'assurances-maladie pèsent plus lourd dans leur budget que les impôts. De manière injustifiée, elles augmentent plus vite que les coûts de la santé et la multiplicité des actrices et des acteurs dans ce marché le rend opaque. L'augmentation annuelle est désormais constante et justifiée par les caisses sous prétexte du renflouement des réserves légales. La santé doit être un service universel et accessible à toutes et tous. Elle ne peut être un objet de profit pour les caisses privées.



Nous proposons de :

- Limiter les coûts des primes d'assurance maladie à 10% du budget des ménages.
- Donner les bases légales aux cantons pour mettre en place des caisses maladies cantonales.
- Laisser la possibilité à l'assuré-e de « partir avec ses réserves » lors d'un changement de caisse, ce qui empêcherait l'augmentation des primes.
- Soutenir les programmes de prévention afin de limiter les risques et mieux informer les patient-e-s.

Une politique sociale solidaire

La pauvreté augmente en Suisse : Caritas estime à 1'200'000' les personnes concernées par la pauvreté ou en risque de le devenir. Plusieurs facteurs l'expliquent : le manque de revenus, le statut de famille monoparentale ou de personne vivant seule, ne posséder que le 1^{er} pilier pour vivre ou ne pas avoir de formation post-obligatoire. On assiste à une perpétuelle attaque des assurances sociales soit en rendant leur accès plus difficile soit en réduisant leurs prestations. L'aide sociale demeurant de la compétence des cantons et des communes, une collaboration inter-institutionnelle est indispensable. La Confédération doit encourager les bonnes pratiques en ce sens. La solidarité d'une société est essentielle pour garantir une cohésion sociale. Les précarisé-e-s ne sont pas à stigmatiser. Il faut au contraire leur donner les moyens pour sortir la tête de l'eau.

Nous proposons de :

- Faire cesser les pressions pour faire baisser l'aide sociale et au contraire la rendre plus accessible.
- Rendre les crèches et les garderies abordables pour toutes et tous, et même gratuites pour les ménages les plus défavorisés.
- Sortir les jeunes de l'aide sociale en les remettant sur une voie de formation assortie d'une bourse leur permettant de vivre.
- Encourager les prestations complémentaires pour les familles et ainsi lutter contre la pauvreté des enfants, comme le font les modèles tessinois et vaudois.

Des transports publics de qualité

La mobilité est un enjeu majeur dans notre société, mais force est de constater qu'elle atteint parfois ses limites, en particulier dans des régions comme l'Arc lémanique. Encore dominée par les transports individuels motorisés, elle porte atteinte à l'environnement et à notre santé. Elle est parfois subie, notamment du fait des contraintes professionnelles, et peut peser sur l'emploi du temps et sur le porte-monnaie de nombreux ménages. Notre société doit favoriser une mobilité abordable et écologique, au service de notre qualité de vie.



Nous proposons de :

- Promouvoir le travail à distance et la possibilité, pour les employé-e-s, d'organiser plus librement leurs horaires de travail pour réduire les transports et la surcharge des réseaux aux heures de pointe.
- Aménager des voies piétonnes et cyclistes attractives et sécurisées, afin de favoriser la mobilité douce.
- Renforcer l'offre et la qualité des transports publics entre les grandes villes, mais aussi dans les régions périphériques.
- Assurer des prix abordables pour les transports publics, qui doivent impérativement être accessibles, y compris pour les petits revenus, et attractifs en comparaison avec la voiture.

Une agriculture durable

En acceptant l'initiative pour des aliments équitables, les Vaudois-es ont montré leur attachement à une production agricole locale à la fois forte et écologique et à des aliments sains et produits dans de bonnes conditions sociales, également quand ils sont importés. Or nos agricultrices et agriculteurs travaillent dans des conditions de plus en plus difficiles, en particulier d'un point de vue financier. Ils et elles doivent être encouragé-e-s dans la transition vers une agriculture plus durable, qui préserve la biodiversité.

Nous proposons de :

- Soutenir une agriculture familiale adaptée à nos terroirs et proche des consommatrices et consommateurs, qui permette aux agricultrices et aux agriculteurs de vivre dignement de leur travail.
- Imposer des critères écologiques et sociaux aux échanges internationaux dans le domaine des produits agricoles, par exemple pour des produits comme l'huile de palme.
- Elaborer un plan progressif de sortie des pesticides de synthèse et accompagner la branche dans cette transition notamment via l'agroécologie et l'innovation, pour préserver notre santé et la biodiversité, protéger les terres agricoles et la qualité des sols.
- Favoriser une production plus respectueuse du bien-être animal et veiller à ce que les dispositions légales en la matière soient appliquées sur le terrain.

Une économie circulaire

Notre économie linéaire actuelle gaspille les ressources naturelles et pollue notre environnement, au détriment des générations à venir et des plus défavorisé-e-s. Elle mise sur le tout-jetable et la production en masse de marchandises de mauvaise qualité, qui n'améliorent pas toujours notre bien-être. Nous devons passer à une économie circulaire qui réduit la consommation de ressources en permettant de réparer, réutiliser, revaloriser et recycler les produits et matériaux.

Nous proposons de :

- Encourager la recherche et l'innovation dans nos Hautes écoles entreprises sur les matériaux et l'éco-conception : les produits doivent être conçus pour durer, être réparés, réutilisés, revalorisés et recyclés.



- Favoriser les activités de partage, de réparation et de revalorisation, en créant ainsi des emplois localement ancrés.
- Prolonger les garanties, mieux informer sur la durée de vie des produits, exiger que les appareils puissent être réparés et que l'accès aux pièces de rechange soit assuré.
- Créer des nouvelles filières de revalorisation et de recyclage pour certains matériaux comme les plastiques, les métaux rares ou les matériaux de construction.

Une société ouverte et respectueuse

Notre canton, comme la Suisse, est riche de sa diversité. Dans une telle société, il est indispensable de promouvoir activement l'ouverture, la tolérance et le respect, afin que chacun-e puisse trouver sa place et se sentir considéré-e dans ses spécificités. La Suisse vit en outre de ses relations avec les pays étrangers. Là aussi, l'ouverture, tout comme la promotion de notre tradition humaniste, doivent être défendues.

Nous proposons de :

- Renforcer les droits des LGBTIQ* ainsi que la norme antiraciste qui pénalise l'homophobie, et soutenir le mariage pour tous.
- Accorder plus de droits politiques aux étrangères et aux étrangers et faciliter l'accès à la naturalisation.
- Promouvoir des échanges économiques équitables et contribuer à une Europe plus sociale, démocratique, et écologique.
- Rétablir la tradition humaniste d'accueil des réfugié-e-s et de promotion de la paix au niveau international.